

Edito

Le TTIP

est aussi affaire de démocratie

Par **Olivier le Bussy**

La fronde de l'opinion publique européenne gagne en ampleur contre le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, plus connu sous son acronyme anglais TTIP. Rien de neuf sous le soleil. La perspective de la création d'une vaste zone de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis a suscité la méfiance, avant même l'ouverture des négociations, en juillet 2013. Syndicats, ONG, associations d'agriculteurs, de défense des consommateurs, mouvements citoyens prédisent qu'inévitablement, le TTIP conduira à un affaiblissement des normes sociales, environnementales, sanitaires et phytosanitaires européennes, reflets de nos préférences collectives.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la Commission européenne, qui négocie au nom de l'Union, défend dans toutes les langues qu'il n'en sera rien, sans convaincre. Pas plus qu'elle ne parvient, ainsi que les autres défenseurs du TTIP, au premier rang desquels on trouve les multinationales, à persuader que cet accord accouchera de retombées positives en terme de croissance et d'emploi. L'argument selon lequel le libre-échange est gage certain de prospérité ne porte plus, car toutes les promesses de la globalisation de l'économie n'ont pas été tenues, en tout cas pas pour tout le monde.

Mais c'est peut-être sur un autre terrain que l'économie que l'Union européenne joue le plus gros. Le résultat des négociations devra être ratifié, sans amendement possible, par le Parlement européen, et sans doute les parlements nationaux. Les opposants au TTIP ne peuvent être tenus pour quantité négligeable. Si les citoyens européens devaient nourrir l'impression que le traité transatlantique leur a été imposé, en dépit de leurs mises en garde, la démocratie européenne s'en trouverait décrédibilisée.